Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse

Herausgeber: Union syndicale suisse

Band: 72 (1980)

Heft: 12

Artikel: "Comment vivent-ils?" : Le revers de l'autosatisfaction révélé par l'enquête du MPF

Autor: Quéloz, Jean-A.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-386039

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

«Comment vivent-ils?»

Le revers de l'autosatisfaction révélé par l'enquête du MPF

Par Jean-A. Quéloz, VPOD Vaud-Etat

Au début de cette année, le MPF (Mouvement populaire des familles) publiait les résultats de son enquête dans un livre «Comment vivent-ils – les ménages salariés romands en chiffres». Revers de la médaille, parfois cruel!
Cette enquête, faite dix ans après celle de 1967 (Aisance et privations), se limite malheureusement à la Suisse Romande. Faute de moyen du MPF implanté seulement dans cette partie du pays, mais surtout en raison de l'attitude du Fonds national de recherche scientifique qui a refusé de financer la partie «Suisse allemande». Et pourtant, ce ne sont pas les fonds qui manquent lorsque l'on voit ceux attribués parfois pour certaines études et des résultats insignifiants. Le MPF a donc dû se débrouiller tout seul et c'est hautement regrettable lorsque l'on sait l'intérêt et la nécessité d'une telle enquête. En effet, le manque de statistiques rendant compte des réalités du monde ouvrier est toujours aussi évident. La majorité de droite qui nous gouverne aurait-elle peur de constater les injustices dont elle est responsable ou de voir se réveiller les citoyens de notre pays lorsqu'ils auront mieux discerné les dures réalités?

Tout ne va pas si mal... en apparence

Une lecture rapide du livre du MPF nous montre que la vie n'est pas si dure: salaire moyen de 2781 fr.
6 salariés sur 10 s'estiment bien payés;
68% des ménages ont une voiture;
48% peuvent épargner;
7% seulement des ménages vivent avec moins de 2000 fr. par mois.
Nul doute que ces résultats, sortis comme cela du livre peuvent faire «ronronner» la majorité politique et le patronat. D'autant plus lorsqu'on lit, à la page 58: «Dans ce pays où les grèves sont exceptionnelles, où l'absentéisme est insignifiant, les salariés semblent ne pas croire qu'il pourrait en être autrement. Le patronat peut être fier de ce tour de force.»

...mais on peut faire une autre lecture

Le salaire net principal (en principe celui du chef de famille) est inférieur à 2000 fr. par mois dans 18% des ménages; 70% des salariés gagnent moins de 2800 fr.; 86% des travailleurs immigrés du Sud ont moins de 2800 fr.;
Quatre ménages sur dix ont un revenu total (les deux salaires ajoutés) de moins de 2800 fr.; 7% des ménages vivent avec moins de 2000 fr. par mois! Pourquoi dire: «seulement 7%»!?

Neuf femmes sur dix arrivent à un salaire en dessous de 2800 fr.!... et huit sur dix en dessous de 2000 fr.! Malgré le travail des deux conjoints, 46% des ménages vivent péniblement avec moins de 2800 fr.
Cela pour une vision rapide de l'aspect économique. Relevons encore que les salaires dans le secteur public sont légèrement plus élevés que dans le secteur privé. Mais il faut aussi dire que le secteur public tel que défini dans cette enquête ne comprend pas de grands magasins, par exemple, où les salaires sont en général les plus bas.
Le livre du MPF vous réserve encore des centaines d'autres chiffres révélateurs sur le travail, la famille, le logement, la consommation, les vacances, la culture et les media, les assurances sociales, les associations, les opinions, etc. Pour notre part, nous désirons nous arrêter sur les associations et les opinions de même que sur les espoirs.

Que veulent-ils changer et comment?

64% des salariés sont membres d'une association au moins, 16% d'aucune et 20% n'ont pas répondu. Dans ce domaine, la catégorie socioprofessionnelle joue également un rôle: 33% des ouvriers non qualifiés n'adhèrent à aucune association. Pour les ouvriers, la proportion d'adhésions à une association est toujours en dessous de la moyenne. Ces mêmes constatations se retrouvent pour les étrangers en général, pour les immigrés du Sud en particulier et pour les femmes.
Mais seuls 17% des salariés font partie d'une organisation syndicale et 12% d'une association professionnelle. (Réd. Le chiffre de 17% ne correspond certainement pas à la réalité. La dernière statistique publiée par l'Union syndicale suisse – *Revue syndicale* N° 5/6 1980 – fait état d'un degré d'organisation syndicale de 35 à 40%.) Le commentaire du MPF: On constate que pour une série d'associations (clubs sportifs, chant, partis politiques, groupements confessionnels) on adhère moyennement mais participe beaucoup. Aux syndicats et dans une moindre mesure aux associations professionnelles, on adhère en plus grand nombre mais on participe moyennement.
Dans le chapitre «Opinions», 42% se prononcent pour le droit de grève, 33% sont contre, 22% sans opinion et 3% ne répondent pas. Plus le salaire est élevé et plus on monte dans la hiérarchie socioprofessionnelle, plus les avis sont favorables au droit de grève, et la proportion des indécis diminue. Il semble que ceux qui auraient le plus besoin de cet instrument de lutte sont aussi ceux qui souhaitent le moins l'utiliser.
La conscience critique des salariés dépend-elle du niveau culturel et socioprofessionnel? Les ouvriers sont-ils davantage soumis à l'influence de la propagande patronale? Dans le secteur public, où la présence ouvrière est moins forte, les réponses sont plus favorables à la grève. Le MPF trace un parallèle entre l'opinion sur le droit de grève et l'opinion politique en disant: «Le tableau intitulé selon le droit de grève montre deux groupes distincts: les partisans du droit de grève ont presque tous

une opinion politique, tandis que ceux qui sont opposés ou sans opinion sont aussi ceux qui n'ont pas d'opinion politique.»
58% des salariés estiment que le problème le plus préoccupant est l'avenir. Et dans le tableau: leurs projets pour le proche avenir: 23% n'ont aucun projet! Commentaire du MPF: «Les projets pour le proche avenir ne semblent pas très encourageants. Ils sont centrés sur la consommation et très liés à soi-même, pour ainsi dire sans engagement envers les autres, à travers un travail humanitaire, syndical, politique ou social; très peu de projets liés à la formation ou aux études.»

Etre à l'écoute

En cette année du centième anniversaire de l'USS, la publication d'une telle enquête[1] est très utile au monde du travail et mérite que chacun s'y arrête plus longuement qu'il n'a été possible de le faire ici. Je souhaite pour ma part que les 100 prochaines années de l'USS et de notre action syndicale tiennent compte non seulement des expériences faites, bonnes ou mauvaises, mais des chiffres et des commentaires de cette enquête. Il faudra certainement que nous fassions, nous syndicalistes, des efforts de souplesse pour répondre aux attentes et aux espoirs des travailleurs. Peut-être en quittant certains schémas d'action mais certainement en étant plus à l'écoute du monde ouvrier.

[1] *Comment vivent-ils?* peut être commandé au MPF, Etienne-Dumont 1, 1204 Genève, au prix de 44 fr. Livre de 288 pages.

Bibliographie

La democratie à double voie, autogestion ou participation?

Un livre de John Favre, ancien directeur général des CFF

Les peuples qui ont plus ou moins conquis la démocratie politique restent cependant soumis au pouvoir du capital, en Suisse comme ailleurs.
Selon les militants les plus radicaux, y compris au sein du Parti socialiste suisse, le meilleur moyen de s'affranchir de cette domination, c'est de réaliser l'autogestion. Mais il apparaît, selon l'auteur, que celle-ci est impossible sans nationalisations et planifications généralisées. Et quand tout appartient à l'Etat, l'expérience de nombreux pays montre que c'est alors le Parti qui décide, assez mal, de tout, avec parfois le Goulag en plus!
Par conséquent, il faut d'abord lutter pour un partage plus équitable du pouvoir de ceux qui disposent du capital avec ceux qui travaillent et créent les richesses en préservant ainsi les libertés et la prospérité économique.
La participation des travailleurs aux décisions dans leur entreprise – mais également à son capital – peut être une étape importante vers cet objectif.
Ce thème a une grande place dans cet ouvrage. Il domine l'avenir de nos sociétés démocratiques. Il va revenir au premier plan de la politique suisse.
L'auteur montre les rôles effectifs, mais limités des nationalisations, de l'autogestion et de la concertation économique dans un système axé sur la participation d'entreprise.
Il estime que l'avenir appartient à la *démocratie à double voie,* politique et économique, qui réduira progressivement le pouvoir et la propriété des capitalistes, augmentera les chances d'une bonne régulation de l'économie, tout en développant la démocratie et l'efficacité économique.